

Brochure n° 3244 | Convention collective nationale

IDCC : 1505 | **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

Avenant n° 137 du 10 novembre 2020
relatif au régime de prévoyance complémentaire

NOR : ASET2051030M

IDCC : 1505

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Saveurs commerce ;

FECP ;

FNSCMF ;

2CP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFE-CGC Agro ;

FS CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux, au vu des derniers comptes du régime de prévoyance, ont exprimé le désir d'assurer la pérennité du régime de prévoyance et ont décidé de revoir les taux de cotisations dudit régime.

Compte tenu de l'objet du présent avenant, le texte ne contient pas de disposition spécifique applicable aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er} | Modification de l'article 8.4.1 du chapitre VIII « Prévoyance »

L'article 8.4.1 du chapitre VIII est modifié et écrit comme suit :

« Article 8.4 | Cotisations

Article 8.4.1 | Salariés non-cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

Garantie	Taux contractuel	
	Part employeur	Part salarié
Décès/IAD	0,15 %	–
Longue maladie	–	0,10 %
Invalidité	0,13 %	0,07 %
Rente éducation	0,01 %	0,06 %
Rente handicap	0,01 %	–
Sous-total (1)	0,30 %	0,23 %
	Part employeur TA - TB	
Indemnité de départ à la retraite	0,04 %	
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,10 %	
Financement du paritarisme	0,15 %	
Sous-total (2)	0,29 %	
Mensualisation (3)	0,49 %	
	Part employeur	Part salarié
Total = 1 + 2 + 3	1,08 %	0,23 %

Article 2 | *Modification de l'article 8.4.2 du chapitre VIII « Prévoyance »*

L'article 8.4.2 du chapitre VIII est modifié et écrit comme suit :

« Article 8.4 | *Cotisations*

Article 8.4.2 | Salariés cadres

Les taux des cotisations sur les salaires bruts (tranches A et B) sont définis et répartis comme suit :

Garantie	Taux contractuel			
	Part employeur TA	Part employeur TB	Part salarié TA	Part salarié TB
Décès/IAD	0,79 %	–	–	0,53 %
Longue maladie	0,11 %	–	–	0,04 %
Invalidité	0,64 %	–	–	0,34 %
Rente éducation	0,08 %	–	–	0,02 %
Rente handicap	0,01 %	–	–	–
Sous-total (1)	1,63 %	–	–	0,93 %
Indemnité de départ à la retraite	0,04 %	0,04 %	–	–
Fonds de péréquation (dont FAPS)	0,10 %	0,10 %	–	–
Financement du paritarisme	0,15 %	0,15 %	–	–

Garantie	Taux contractuel			
	Part employeur TA	Part employeur TB	Part salarié TA	Part salarié TB
Sous Total (2)	0,29 %	0,29 %	–	–
Mensualisation (3)	0,38 %	0,38 %	–	–
Total = 1 + 2 + 3	2,30 %	0,67 %	–	0,93 %

Article 3 | *Entrée en vigueur. Révision. Dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1^{er} jour du trimestre suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*. Il sera donc déposé aux services du ministère en vue de son extension.

Il pourra être modifié ou dénoncé conformément aux dispositions du code du travail.

Article 4 | *Formalités administratives*

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié par la partie la plus diligente des organisations signataires à l'ensemble des organisations représentatives à l'expiration de la période de signature et déposé auprès du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues par le code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministère du travail en application des dispositions de l'article L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit l'effectif de l'entreprise.

Fait à Paris, le 10 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)